



## **MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION**  
9 avenue Konrad Adenauer  
68390 SAUSHEIM

## **MARCHE DE SERVICE D'ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS**

### **REGLEMENT DE CONSULTATION**

**Marché passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert**  
**En application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique**

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : 15 septembre 2025 à 12 heures**

# SOMMAIRE

<b>PREAMBULE – PRESENTATION DU CONTEXTE :</b>	<b>2</b>
<b>ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION :</b>	<b>2</b>
<b>ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION :</b>	<b>2</b>
2.1 - MODE DE CONSULTATION :	2
2.2 - GROUPE HOMOGENE ET NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE :	2
2.3 - DIVISION EN LOTS :	2
2.4 - PHASES :	3
2.5 - OFFRE DE BASE – VARIANTES A L’INITIATIVE DE L’ACHETEUR :	3
2.6 - VARIANTES A L’INITIATIVE DES CANDIDATS :	3
2.7 - COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CHARGES :	3
2.8 - UNITE MONETAIRE – LANGUE :	3
2.9 - MODALITES DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT :	3
2.10 - LIEU D’EXECUTION DES PRESTATIONS :	4
2.11 - MODIFICATIONS DE DETAIL DES DOSSIERS DE CONSULTATION :	4
2.12 - CONDITIONS DE SOUMISSION :	4
2.13 - PROCEDURE DEMATERIALISEE :	4
2.14 - VISITE TECHNIQUE DES SITES :	5
<b>ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE :</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES :</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 – DOSSIER DE CONSULTATION :</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET OFFRES :</b>	<b>6</b>
6.1 - PRESENTATION DES CANDIDATURES :	6
6.2 - PRESENTATION DES OFFRES :	7
<b>ARTICLE 7 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET OFFRES :</b>	<b>7</b>
7.1 - JUGEMENT DES CANDIDATURES :	7
7.2 - JUGEMENT DES OFFRES :	7
7.3 - CLASSEMENT DES OFFRES :	9
<b>ARTICLE 8 – ACHEVEMENT DE LA PROCEDURE :</b>	<b>9</b>
8.1 - FOURNITURE DES JUSTIFICATIFS ADMINISTRATIFS.....	9
8.2 - INFORMATION DES SOUMISSIONNAIRES ET DU CANDIDAT RETENU.....	10
8.3- - NOTE DE COUVERTURE - CONTRAT DEFINITIF - QUITTANCE .....	10
<b>ARTICLE 9 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 10 – PROCEDURES DE RECOURS .....</b>	<b>11</b>

## **PREAMBULE : PRESENTATION DU CONTEXTE**

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération » a souscrit à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour une durée de 4 ans dans le cadre d'un précédent marché, un contrat d'assurance garantissant les risques de **Dommages aux biens** précédemment assurés par le cabinet RMT Courtage et la compagnie AXA

Ce marché arrive à son terme normal au 31 décembre 2025.

Mulhouse Alsace Agglomération **remet donc en concurrence**, sous forme d'un marché public ce contrat d'assurance en vue de souscrire un nouveau contrat Dommages aux biens à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2026 pour une durée de 4 ans.

## **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION :**

### **1.1 – Objet du marché :**

**Marché de service d'assurance**      Nomenclature CPV      **66 51 5200-5**

### **1.2 - Acheteur**

- Type d'acheteur : Collectivité locale
- Coordonnées de l'acheteur

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION  
9 avenue Konrad Adenauer  
68390 SAUSHEIM

### **Représentant de l'acheteur :**

Monsieur le Président de Mulhouse Alsace Agglomération

## **ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION :**

### **2.1 - MODE DE CONSULTATION :**

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure formalisée de type appel d'offres ouvert en référence aux articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique

### **2.2 - GROUPE HOMOGENE ET NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE :**

Les références à la nomenclature européenne (CPV) relatives à la présente consultation sont les suivantes :

**Services d'assurance : 66 51 5200-5      6a**

### **2.3 - DIVISION EN LOTS :**

Le marché n'est pas alloté au sens des articles L.2113 10 et L.2113-11 du Code de la commande publique.

Marché unique	Type de contrat	Nomenclature CPV
---------------	-----------------	------------------

Assurance "Dommages aux biens "	66 51 5200-5
---------------------------------	--------------

Une même personne physique ou morale ne peut représenter plus d'un candidat.

#### **2.4 - PHASES :**

La présente consultation ne comporte pas de phases distinctes ; la date de prise d'effet des garanties est fixée au **1<sup>er</sup> janvier 2026**.

#### **2.5 - OFFRE DE BASE – VARIANTES A L'INITIATIVE DE L'ACHETEUR :**

Les candidats devront proposer obligatoirement une offre correspondant à l'offre de base et à la variante imposée.

#### **2.6 - VARIANTES A L'INITIATIVE DES CANDIDATS :**

Les variantes libres, au sens de l'article R2151-8 du Code de la commande publique, **ne sont pas autorisées**.

#### **2.7 - COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CHARGES :**

Les candidats n'ont pas lieu d'apporter de compléments au cahier des charges.

**Néanmoins, le candidat en sa qualité de professionnel de l'assurance, aura l'obligation de vérifier que ces documents ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions qui sont normalement décelables par un professionnel.**

Dans ce cas, il devra obligatoirement annexer à son acte d'engagement un état faisant apparaître ces erreurs, omissions ou contradictions ; une mise au point pourra intervenir avant la signature du marché en application de l'article R2152-13 du Code de la commande publique.

#### **2.8 - UNITE MONETAIRE – LANGUE :**

L'offre et toutes les pièces qui s'y rapportent directement doivent être rédigées en langue française.

Si les pièces sont rédigées en langue étrangère, elles devront être accompagnées d'une traduction en langue française, dont l'exactitude devra être certifiée par un traducteur expert auprès des Tribunaux (français ou étrangers) dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Seuls les documents généraux à l'attention des autorités de contrôle financiers pourront être dans la langue d'origine du candidat.

Les candidats sont informés de ce que l'Acheteur souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire suivante ; **l'euro (€)**

#### **2.9 - MODALITES DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT :**

**Le paiement** s'effectuera par virement et selon les dispositions spécifiques propres au Code des assurances et prévues au cahier des clauses particulières.

**Il est formellement convenu que le paiement d'avance des primes d'assurance prévu à l'article L. 113-3 du Code des assurances n'est pas considéré comme étant une avance.**

**Retenue de garantie - caution :** Il n'est pas exigé de retenue de garantie, ni de caution.

**Le financement** du présent marché sera effectué sur le budget de fonctionnement de l'entité concernée.

## **2.10 - LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS :**

Les prestations seront principalement exécutées sur le territoire national.

## **2.11 - MODIFICATIONS DE DETAIL DES DOSSIERS DE CONSULTATION :**

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation, ce délai étant décompté à partir de la date à laquelle ces modifications ont été envoyées par l'Acheteur aux candidats concernés

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2.12 - CONDITIONS DE SOUMISSION :**

Les prestations sont réservées aux mutuelles d'assurances, aux compagnies d'assurances, et à leurs intermédiaires habilités à présenter des opérations d'assurances conformément au Code des Assurances.

Pour les intermédiaires, les candidats sont tenus de fournir :

- L'attestation d'inscription à l'ORIAS
- Un mandat délivré par l'assureur spécifique au marché concerné précisant les attributions de l'intermédiaire (Voir exemple de modèle en annexe du présent règlement de consultation).

## **2.13 - PROCEDURE DEMATERIALISEE :**

### **Conditions de la procédure dématérialisée :**

Les candidatures et les offres seront transmises par voie dématérialisée.

### **La remise des plis par voie papier est proscrite.**

Conformément à l'article R.2151-6 du Code de la commande publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Chaque pli électronique transmis par le candidat via le profil d'acheteur en réponse à la consultation est considéré comme une offre et qu'à ce titre, il doit comprendre l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature

Les candidats transmettront leurs offres en prenant soin de bien suivre la procédure spécifiée sur le site de dématérialisation.

**Les candidatures et les offres devront être transmises avant la date limite de réception des plis fixée en page de garde du présent règlement de la consultation.**

### **Modalités d'envoi des propositions :**

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des informations utiles sur le guichet de dépôt des consultations, sur le site web : <https://www.alsacemarchespublics.eu/>

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

Toute opération effectuée sur le site <https://www.alsacemarchespublics.eu/> sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise.

Le candidat pourra transmettre une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique. Elle doit être transmise sous pli scellé, par voie postale ou par dépôt chez l'acheteur, dans le délai de dépôt des offres. Ce pli devra mentionner "copie de sauvegarde" de manière claire et lisible, portera également le nom de l'assureur candidat et l'identification de la procédure concernée.

Lorsque le candidat aura transmis son dossier accompagné d'une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD, clés USB...) ou papier envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde ne sera ouverte que si :

- Un programme informatique malveillant est détecté dans la candidature et/ou l'offre transmise par voie électronique ;
- La candidature et/ou l'offre transmise par voie électronique n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

Le cas échéant, la copie de sauvegarde est à adresser à :

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION  
Direction des affaires juridiques et des achats  
33 avenue de Colmar  
68000 MULHOUSE

Les documents transmis par voie électronique pourront être re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

## **2.14 - VISITE TECHNIQUE DES SITES :**

**Une visite technique de certains sites et risques pourra être organisée.** La participation des candidats à cette visite est conseillée.

Les candidats souhaitant prévoir une visite technique doivent en informer Mulhouse Alsace Agglomération au plus tard dans un **délai de 15 jours à compter de la publication de l'appel d'offres et doivent lister les biens et/ou types de risques en question**. Ils ont la possibilité d'adresser la demande via la plateforme de dématérialisation de Mulhouse Alsace Agglomération dont l'adresse est la suivante :

<https://www.alsacemarchespublics.eu/>

La visite des sites sera commune à l'ensemble des candidats ; elle se déroulera dans un délai de 15 jours avant la date de remise des offres. **Date prévisionnelle semaine 35 entre le 25 aout et le 1er septembre 2025**

Mulhouse Alsace Agglomération se réserve la possibilité de ne pas retenir les demandes de visite sur certains risques dont il jugera l'intérêt technique marginal.

Durant la visite du site, aucune information concernant la consultation en cours ne pourra être fournie aux candidats. Toutes les questions relatives à la consultation doivent impérativement demandées via la plateforme de dématérialisation de Mulhouse Alsace Agglomération dont l'adresse est la suivante :

<https://www.alsacemarchespublics.eu/>

**Les assureurs candidats n'ont aucune obligation de participer à tout ou partie des visites des risques.**

## **ARTICLE 3 – DUREE DES MARCHES :**

Les contrats sont souscrits à effet du **1<sup>ER</sup> JANVIER 2026** pour une durée de **4 ANS** avec faculté pour les deux parties de résiliation annuelle sous préavis de **6 mois** avant l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier.

## **ARTICLE 4 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES :**

Le délai de validité de l'offre est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE 5 – DOSSIER DE CONSULTATION :**

### **Retrait du dossier de consultation**

Conformément à L.2132-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé.

Le dossier est téléchargeable gratuitement sur le profil de l'acheteur à l'adresse suivante <https://www.alsacemarchespublics.eu/>

Le dossier de consultation comprend :

- \* Le présent règlement à la consultation (RC)
- \* Le CCAP
- \* Les actes d'engagement (AE)
- \* L'annexe N° 1 à l'AE : Réserves – Aménagements – Améliorations,
- \* L'annexe N° 2 à l'AE : Prix – tableau des tarifications
- \* L'annexe N°3 à l'AE : Convention de gestion
- \* Le cahier des charges comportant
  - \* L'« Expression des besoins » : Cahier des Clauses Techniques Particulières– CCTP
  - \* Le dossier technique comportant :
    - Le questionnaire technique et les pièces annexes
    - Les statistiques sinistres

## **ARTICLE 6 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET OFFRES :**

Les dossiers qui seraient remis après les dates et heures limites fixées à la page de garde du présent règlement de consultation, ne seront pas retenus.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant, dans une même et unique enveloppe, les pièces suivantes :

### **6.1 – PRESENTATION DES CANDIDATURES :**

**Dans le cas où l'offre est remise par un intermédiaire d'assurance (courtier ou agent) elle devra obligatoirement être présentée en groupement avec un ou plusieurs assureurs et préciser l'identité et les coordonnées de l'assureur apériteur et porteur du risque.**

Le dossier sera composé : d'un dossier administratif de candidature:

- **DC 1** : Lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants, disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>
- **DC2** : La déclaration du candidat modèle ou équivalent pour chaque membre du groupement disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>
- Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2344-2 du Code de la commande publique
- Pour les intermédiaires, courtiers ou agents, le **mandat de la compagnie au courtier ou à l'agent** sur

modèle en annexe du règlement de consultation.

- Pour les intermédiaires, courtiers ou agents, **l'attestation ORIAS**.

En cas de groupement, il devra être fourni un DC1 commun au groupement et par chacun des membres du groupement, les pièces mentionnées ci-avant.

De même, l'intermédiaire d'assurance qui présente la candidature d'une société d'assurances doit fournir les documents exigés pour la candidature, pour la société représentée et pour lui-même.

## **6.2 – PRESENTATION DES OFFRES :**

Le dossier offre sera composé :

- Acte d'engagement complété,  
Le document pourra être signé lors de l'attribution du marché au candidat retenu.
- L'annexe N° 1 à l'acte d'engagement Réserves – Aménagements – Améliorations,
- L'annexe N° 2 à l'acte d'engagement Prix
- L'annexe N°3 à l'acte d'engagement Convention de gestion
- Éventuellement, un mémoire technique en appui de la valeur technique de l'offre indiquant notamment les améliorations apportées au CCTP ou à la Convention de gestion
- Les projets de pièces contractuelles Conditions particulières – Conventions spéciales – Conditions générales et annexes ou intercalaires spécifiques à l'offre du candidat.

## **ARTICLE 7 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET OFFRES :**

### **7.1 –JUGEMENT DES CANDIDATURES :**

**Seront éliminés :**

Les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des documents dûment remplis et complétés exigés à l'article 6.1 du présent règlement de consultation, le cas échéant après avoir demandé à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous.

Conformément à l'article R2144-1 du Code de la commande publique les candidatures seront jugées sur les capacités techniques et professionnelles, économiques et financières des candidats. En cas de groupement, l'appréciation des capacités techniques et professionnelles, économiques et financières s'effectuera de manière globale.

### **7.2 –JUGEMENT DES OFFRES :**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article L2152-7 du Code de la commande publique.

Par ailleurs, dans le cadre des dispositions des articles L.2152-2 à L.2152-4 du Code de la commande publique, les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées seront éliminées. Toutefois, l'acheteur pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres considérées comme irrégulières. Cependant, cette régularisation ne pourra porter ni sur le critère "Nature et étendue des garanties - Qualité des clauses contractuelles" ni sur le critère "Modalités et procédure de gestion des dossiers".

Conformément à l'article L2124-2 du Code de la commande publique, **il ne peut y avoir de négociation avec les soumissionnaires**. Par contre, l'acheteur se réserve le droit de procéder à des demandes d'éclaircissement d'une offre qui présente certaines incohérences ou ambiguïtés, sans que ces dernières de ne rendent pour autant



irrégulières.

Après élimination des propositions reçues hors délais (article R.2143-2 du Code de la commande publique), et des offres non-conformes (irrégulières, inacceptables ou inappropriées) au sens des articles L.2152-2 à L.2152-4 du Code susvisé, l'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement des offres selon les critères pondérés définis ci-après.

Les critères seront notés de 1 à 10, (10 correspondant à la meilleure note), ces notes étant affectées d'un coefficient de pondération ci-après :

Les coefficients de pondération appliqués sont les suivants :

- Nature et étendue des garanties : **coefficient 4**
- Tarification - Prix : **coefficient 4**
- Modalités et procédure de gestion des dossiers- prestations complémentaires : **coefficient 2**

#### **7.2.1 - Nature et étendue des garanties :**

Les différentes garanties et définitions sont notées de 1 à 10, selon leur conformité aux besoins exprimés dans le cahier des charges, sur la base de l'analyse de l'étendue des garanties, le nombre et la portée des exclusions, le montant des capitaux proposés.

Les réserves au cahier des charges seront analysées au sens de la circulaire du 24 décembre 2007 et il sera donc vérifier leurs incidences économiques et si elles ne rendent pas l'offre irrégulière.

Elles devront être indiquées précisément dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement

Les besoins de l'acheteur public sont définis précisément dans le cahier des charges.

Cependant les candidats peuvent améliorer les garanties prévues au CCTP.

Pour les candidats qui présenteront des réserves ou des améliorations, celles-ci seront notées au regard de leur incidence, notamment économique.

Elles feront l'objet d'une rédaction précise et formelle dans l'article réservé à cet effet dans les actes d'engagement et deviendront, de fait, contractuelles.

Les motifs de réduction ou de majoration de la notation seront formellement explicités dans le rapport comparatif des offres.

**- Notation de 1 à moins de 8 : inférieur aux exigences du CCTP**

**- Notation de 8 : strictement conforme aux exigences du CCTP**

**- Majoration possible de la note de 2 points en fonction des améliorations apportées par le candidat par rapport aux exigences du CCTP**

#### **7.2.2 Tarification - Prix :**

Ce critère sera jugé sur la base de la prime TTC de l'offre de base ou des options de variantes retenues par l'acheteur public.

L'offre "moins disante" obtiendra la note maximum.

La formule de calcul de la note des autres offres tarifaires est la suivante :

$$\text{Note de l'offre} = \frac{\text{Note maximale (10)} \times \text{montant de la prime moins disante}}{\text{Montant de la prime de l'offre analysée}}$$

La note résultant de l'application de cette formule constituera la note du critère prix arrondi à 2 chiffres après la virgule, affectée du coefficient de pondération.

## **Traitement des offres anormalement basses**

Conformément à l'article L2152-5 du Code de la commande publique dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, les candidats devront être en mesure de fournir au pouvoir adjudicateur toutes les justifications sur la composition de l'offre afin de lui permettre d'apprécier si l'offre proposée est susceptible de couvrir les coûts du marché, conformément à l'article L 2152-6 du Code de la commande publique

Le caractère anormalement bas de l'offre sera apprécié au regard de l'ensemble des éléments fournis par le candidat.

Si le candidat ne répond pas au pouvoir adjudicateur ou si les justifications produites par le candidat ne permettent pas d'écarter le caractère anormalement bas de l'offre, cette dernière est éliminée.

### **7.2.3 - Modalités et procédure de gestion des dossiers :**

Ce critère sera noté à partir des réponses apportées par le candidat au document « convention de gestion ».

Les différentes prestations sont notées de 1 à 10, selon leur conformité aux exigences exprimées dans le document « convention de gestion ».

Les exigences de l'acheteur public en termes de gestion et de prestations annexes sont définies dans le cahier des charges.

Cependant les candidats peuvent améliorer les prestations prévues au document « convention de gestion ».

Pour les candidats qui présenteront des réserves ou des améliorations, celles-ci seront notées au regard de leur incidence, notamment en termes de facilité de gestion pour les services.

Elles feront l'objet d'une rédaction précise et formelle dans l'article réservé à cet effet dans les actes d'engagement et deviendront, de fait, contractuelles.

Les motifs de réduction ou de majoration de la notation seront formellement explicités dans le rapport comparatif des offres.

- **Notation de 1 à moins de 9 : inférieur aux exigences de la convention de gestion**

- **Notation de 9 : strictement conforme aux exigences de la convention de gestion**

- **Majoration possible de la note de 1 point en fonction des améliorations apportées par le candidat par rapport aux exigences de la convention de gestion**

## **7.3 CLASSEMENT DES OFFRES :**

Il sera procédé à un classement des offres dans les conditions suivantes :

- Un classement selon l'offre de base seule
- Un ou des classement(s) selon les variantes éventuelles

En fonction des caractéristiques propres aux risques, l'acheteur retiendra librement l'un des systèmes susmentionnés qui lui paraît le plus pertinent techniquement et financièrement et attribuera le marché à l'offre économiquement la plus avantageuse dans les conditions présentées ci-dessus.

## **ARTICLE 8 – ACHEVEMENT DE LA PROCEDURE :**

### **8.1 - FOURNITURE DES JUSTIFICATIFS ADMINISTRATIFS**

L'opérateur économique auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire à ce stade, dans un délai de **7 jours**, conformément à l'article R2144-4 du Code de la commande publique :

- Les preuves qu'il ne fait l'objet d'aucun motif d'exclusion de la procédure de passation conformément aux articles L2141-1 à 11 du Code de la commande publique.

- A cet effet, l'attributaire fournira tous les documents, attestations certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, tels que définis aux articles R2143-5 à 16 du Code de la commande publique, les pièces mentionnées aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8254-2 à D8254-5 du code du travail. " :
  - Attestation de régularité fiscale
  - Attestation de régularité sociale (URSSAF)
  - Attestation articles L5212 Travailleurs étrangers.
  - Attestation articles L5212 Travailleurs handicapés
- L'acte d'engagement signé par la personne habilitée à engager le soumissionnaire.

Conformément à l'article R2143-13 du Code de la commande publique , les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ; d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les pièces ci-dessus sont rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française.

Dans le cas où ces justificatifs ne pourraient pas être produits dans le délai imparti par le candidat retenu, l'offre sera déclarée irrecevable et le candidat éliminé. L'acheteur retiendra le candidat ayant présenté l'offre classée immédiatement après au regard des critères de jugement.

Si le candidat retenu a fourni ces justificatifs à l'appui de sa candidature, il ne sera pas tenu de les transmettre à nouveau lors de l'attribution.

## 8.2 - INFORMATION DES SOUMISSIONNAIRES ET DU CANDIDAT RETENU

Les soumissionnaires seront avisés du rejet de leur offre par voie dématérialisée via le profil acheteur de l'acheteur public : <https://www.alsacemarchespublics.eu/>

Les candidats retenus recevront une lettre de notification accompagnée d'une copie de leur marché, adressée par voie dématérialisée via le profil acheteur de la Collectivité : <https://www.alsacemarchespublics.eu/>

## 8.3 - NOTE DE COUVERTURE - CONTRAT DEFINITIF - QUITTANCE

L'assureur retenu devra remettre :

- Dans un délai de **5 jours** à compter de la demande de l'acheteur public ou de son représentant, une note de couverture, sur le modèle établi par la société ACAOP, faisant référence aux garanties prévues au cahier des charges.
- Le contrat définitif en deux exemplaires conforme au cahier des charges et à l'acte d'engagement de l'assureur avant le **1<sup>er</sup> AVRIL 2026**.
- Le contrat devra obligatoirement être parfaitement conforme à la réponse à la consultation de l'assureur retenu, c'est-à-dire :
  - ➔ Le cahier des clauses particulières complété ou modifié que des amendements, observations et commentaires mentionnés à l'article "Observations" de l'acte d'engagement et acceptés par l'acheteur.
  - ➔ Comporter les pièces annexes (Conditions particulières, Conventions spéciales et conditions

générales) auxquelles faisait référence la proposition du candidat.

- ➔ Le contrat devra répondre aux exigences du droit des assurances et du Code des assurances et aucune autre pièce dite « Commande publique » (CCAP – Acte d'engagement) ne devra être jointe au contrat définitif.
- ➔ Reprendre le taux et/ou la prime totale exacts figurant dans la proposition.
- ➔ La quittance devra être déposée sur le portail CHORUS PRO à la production du contrat définitif.

#### **ARTICLE 9 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :**

Pour tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande par écrit sur la plateforme de dématérialisation <https://www.alsacemarchespublics.eu/>

La réponse sera faite sur le site de dématérialisation qui enverra une alerte aux candidats ayant retirés un dossier de consultation sur l'adresse électronique que le candidat a indiquée lors de son inscription.

En cas de retrait anonyme du dossier de consultation sur la plate-forme de dématérialisation, le candidat n'aura pas accès aux différentes correspondances, et notamment la publication des questions/réponses ou encore la modification du dossier de consultation en cours de marché. Ces correspondances seront adressées uniquement aux candidats identifiés

Toutes les réponses à ces questions seront soumises à l'ensemble des candidats identifiés sur la plate-forme de dématérialisation.

Aucune question ne pourra parvenir **moins de dix jours calendaires** avant la date limite de réception des offres.

#### **ARTICLE 10 – PROCEDURES DE RECOURS**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Strasbourg  
31 avenue de la Paix  
BP 51038  
67070 STRASBOURG CEDEX  
Tél : 03 88 21 23 23    Télécopie : 03 88 36 44 66  
Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :  
Tribunal Administratif de Strasbourg

31 avenue de la Paix  
BP 51038  
67070 STRASBOURG CEDEX  
Tél : 03 88 21 23 23    Télécopie : 03 88 36 44 66  
Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Le présent règlement de consultation comporte 12 pages

**FIN DU REGLEMENT DE CONSULTATION**



# MANDAT

**A joindre au dossier de candidature**

**Nom du Pouvoir adjudicateur : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION**

**Objet du marché : Assurance Dommages aux biens**

**Nom de la Compagnie :**

Adresse :

Donne acte qu'elle a été normalement saisie et consultée par le cabinet :

**Nom de l'intermédiaire :**

Adresse :

Agissant en qualité de :

☐ courtier

☐ agent général

La compagnie donne mandat au cabinet précité pour la représenter dans le cadre de cette consultation.

Qu'au cas où la candidature de celui-ci serait retenue, la compagnie confie au cabinet précité la gestion du contrat ainsi que l'appel et la perception des primes correspondantes.

Fait à ....., le .....

Nom et fonction du signataire

Signature